



Christophe LECOURTIER
Directeur général d'UBIFRANCE

Christophe Lecourtier est Directeur général d'UBIFRANCE depuis le 20 février 2008, alors que le dispositif public de soutien à l'internationalisation des entreprises françaises entame une nouvelle étape de sa réforme. Cette réforme dont le nouveau Directeur général est l'un des artisans doit placer UBIFRANCE comme tête de pont du dispositif national d'accompagnement des entreprises à l'international.

Né en 1962, ancien élève de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'ENA, Christophe Lecourtier est engagé de longue date dans le développement international des entreprises françaises. Il occupe, au cours des années 90, différentes responsabilités au sein de la Direction des relations économiques extérieures (aujourd'hui la Direction générale du Trésor et de la politique économique – DGTPE – au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi). D'abord au bureau Amérique Latine, puis comme chef du Bureau Asie continentale et Conseiller économique et commercial à la Mission Économique de Buenos Aires (2000-2002). De novembre 2004 à mai 2007, il est nommé Secrétaire Général de la « nouvelle » DGTPE, issue de la fusion de la direction du Trésor, de la DREE et de la direction de la Prévision, aux côtés de Xavier Musca.

Il sert également auprès de plusieurs ministres : conseiller technique pour les affaires européennes et internationales auprès de Simone Veil, sous le gouvernement Balladur ; chef du secteur des relations extérieures (élargissement, politique commerciale UE) dans les services du Premier ministre Alain Juppé. Puis, à partir de 2002, il devient conseiller technique en charge des relations internationales auprès des ministres de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Francis Mer et Nicolas Sarkozy. Il est en même temps Directeur adjoint du Cabinet de François Loos, alors ministre délégué au Commerce extérieur.

En 2007, il devient directeur de Cabinet de Christine Lagarde, ministre de l'Agriculture et de la Pêche puis son Conseiller spécial, en charge de l'international et de la modernisation, lorsque celle-ci prend les fonctions de ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi. C'est la mission qu'il remplissait jusqu'à sa nomination à la tête d'UBIFRANCE.